

**Discours de Christophe Rouillon, président du
Groupe socialiste du Comité européen des régions
en réponse à l'intervention
du Premier Ministre slovène Janez Jansa
lors de la session plénière du Comité européen des
régions**

Bruxelles, le mercredi 13 novembre 2021

Monsieur le président du Conseil des ministres de l'Union européenne,

Monsieur le Premier ministre de la Slovénie,

Chers collègues,

Au nom du groupe socialiste du Comité européen des Régions, nous formons le vœux que votre présidence de l'Union se concentre sur la reprise économique, associe tous les citoyens à la Conférence sur l'avenir de l'Europe et aboutisse à des résultats concrets.

L'Europe est à un tournant car l'enjeu est de coupler les transitions vertes et numériques avec de solides politiques de solidarité et de protection des libertés publiques.

Certes la conjoncture politique actuelle ne facilite pas les travaux de la présidence slovène et l'arrêt illégitime au regard de nos règles communes du Tribunal constitutionnel polonais augmente les tensions.

Mais la construction de l'Union européenne grandit aussi au rythme des crises et des défis.

Pour notre groupe socialiste, deuxième force politique de cette assemblée avec 92 membres sur 329, l'urgence, le défis à relever c'est

- le renforcement de l'État de droit et les valeurs européennes ;
- le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans les pays voisins de notre territoire européen ;
- et la création d'une véritable Europe sociale avec notamment un accord sur des salaires minimums décents.

En ce qui concerne l'Etat de droit, la contestation par le gouvernement polonais du principe de primauté du droit de l'Union est une nouvelle provocation qui met en cause les fondements même de l'Union européenne.

Sans respect de la primauté du droit de l'Union européenne, le principe même d'égalité entre Etats-membres, l'application des traités et de l'homogénéité de notre espace judiciaire seraient unilatéralement remis en cause. C'est inacceptable ! Des centaines de milliers

personnes ont d'ailleurs manifesté ce week-end à Varsovie, Cracovie et dans de nombreuses villes polonaises pour réaffirmer leur attachement à l'Europe et à son architecture juridique protectrice de leurs libertés.

Nous sommes aujourd'hui profondément préoccupés par les menaces exercées sur la liberté de la presse, sur la protection des droits de l'homme et sur l'État de droit.

Pour le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans les pays voisins de notre territoire européen, nous sommes très inquiets par le blocage des négociations sur le nouveau pacte relatif à la migration et à l'asile.

En cas de nouvelle crise migratoire, les régions situées aux frontières extérieures de l'Union seront à nouveau les plus touchées par le manque de solidarité entre les États membres.

Nous voulons enfin une Europe sociale avec des mesures rapides de protection du pouvoir d'achat des familles pauvres et des classes moyennes.

La flambée des prix des carburants et du gaz en témoigne. L'Union européenne doit agir vite contre la pauvreté énergétique.

La présidence de l'UE doit défendre les valeurs de l'Union qu'elle représente.

C'est pourquoi nous espérons que la présidence slovène fera accélérer l'adhésion de l'Union Européenne à la Convention d'Istanbul contre les violences faites aux femmes.

Monsieur le Premier ministre,

Avec le Comité européen des régions, les collectivités territoriales doivent être associées au projet européen car elles luttent quotidiennement contre la pauvreté, l'exclusion sociale et les discriminations.

La défense des libertés publiques et la justice sociale sont les pierres angulaires de l'Union européenne et une condition de la solidité de notre maison commune. Et cela il ne faut jamais l'oublier.

Merci de votre attention.